



Référendum - Constitution Européenne -

# Lisez et vous voterez non

112 personnes qui n'ont pas été élues pour cela vous et Monsieur Valéry Giscard D'Estaing vous proposent une Constitution pour l'Europe en 448 articles 36 protocoles 2 annexes et 48 déclarations. Vous aurez trois semaines pour lire tout cela et une seule réponse possible : oui ou non. Tout est fait pour que vous votiez les yeux fermés. Pourtant il faut regarder de près ce que dit ce texte. Car s'il est adopté il ne pourra plus être changé pendant cinquante ans comme l'a annoncé Monsieur Giscard D'Estaing.

## → Des valeurs qui ne sont pas les nôtres

L'article I.3 affirme que la priorité de l'Union est la construction d'un "marché unique où la concurrence est libre et non faussée". Ainsi, le libéralisme devient l'objectif primordial et dominant de l'Europe.

## → Le mépris de l'intérêt général

La fin des services publics est clairement inscrite dans le projet. Les articles III.55 et III.56 interdisent les aides publiques parce qu'elles faussent la concurrence. Il est aussi prévu que si un Etat prend des dispositions en faveur d'un service public (hôpitaux, écoles, culture...) qui "a pour effet de fausser la concurrence dans le marché intérieur" la Commission examine les adaptations nécessaires pour que cela se fasse en accord avec le respect de la concurrence. L'article III.216 prévoit également la "suppression de tous les obstacles au commerce mondial"!

Accepter cela, signifie pour chacun d'entre nous qu'il faudra se payer soi-même ses soins de santé, sa retraite, l'école de ses enfants, sa formation qui seront aux mains d'assureurs privés, de banques, de groupes financiers, au nom de la concurrence et du marché.

Cela signifie aussi que le droit du travail, les cotisations sociales et les subventions publiques deviendraient illégales parce qu'ils représenteraient des entraves au commerce mondial.

## → Le mépris du progrès humain

Dorénavant, les politiques sociales n'auraient pour seul objectif que de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union, et d'organiser la flexibilité des marchés du travail (article III.97 principe d'adaptation de la main-d'œuvre aux évolutions de l'économie). Aucune référence dans les articles concernant les politiques sociales (!) aux rémunérations, à la protection sociale, au droit du travail... Au contraire l'article III.103 rappelle que l'objectif de compétitivité de l'Union l'emporte sur toutes politiques sociales.

## → Le mépris des valeurs républicaines

S'il est fait allusion au respect de la dignité humaine et des droits de l'Homme, la liberté et la démocratie, par contre pas un mot sur l'Egalité et la Fraternité qui brillent par leur absence.

Parallèlement, le projet Giscard constitutionnalise la reconnaissance de toutes les organisations religieuses (article I.51.3). Cela ne correspond pas à l'exigence laïque de séparation de la sphère privée et publique, et de neutralité de l'Etat.

## → La fin de l'Europe puissance

L'Europe serait conduite à mener une politique de défense "compatible avec celle de l'OTAN" (article I.40.2) et ne pourrait pas mener une politique étrangère indépendante.

**Nous qui voulons une Europe politique, sociale, qui place l'humain au cœur de la construction européenne, nous disons NON à cette Constitution.**

# Informez-vous, lisez la constitution, pour vous aussi ce sera NON